

L'échec scolaire en Communauté française: un problème de culture

La Communauté française de Belgique est le 'champion toute catégorie' du retard scolaire en Europe. Derrière la pratique du redoublement, on trouve la conviction partagée par de nombreux parents et enseignants que c'est un 'mal nécessaire'. On la présente comme une pratique de remédiation efficace. Une bonne école, pour de nombreuses personnes, reste actuellement une école où le redoublement est clairement présent. Une école où on ne redouble pas est suspecte car elle conduirait les élèves à ne plus faire d'effort.

Ces différentes représentations de l'école sont profondément ancrées dans notre culture et pourraient être le frein principal à toute possibilité de changement.

Plus de 20 % des élèves à la fin de l'école primaire sont en retard d'au moins un an. Ils sont plus de 60 % à la fin du secondaire à avoir subi au moins une fois un redoublement. Le problème de ce taux élevé d'enfants en retard dans les écoles de la Communauté française n'est pas nouveau.

On peut même affirmer que l'ensemble des réformes mises en place depuis 1970 ont comme toile de fond cette problématique. Mise en œuvre des cycles 5-8, 8-10, 10-12, 12-14 avec l'interdiction de redoublement, approche par compétences, décret 'Missions' de 1997, nouveau 'Contrat pour l'École' d'aujourd'hui sont les exemples d'une volonté politique de s'attaquer, que cela soit sur le plan structurel ou pédagogique, à ce problème.

L'école de la sélection

Malgré la volonté affichée de cette lutte contre l'échec scolaire, peu de choses évoluent réellement. Malgré les nombreux travaux scientifiques qui démontrent les multiples aspects négatifs de cette pratique qui favorise avant tout le décrochage scolaire massif, la pratique du redoublement se porte bien. Certains, au regard des mauvais résultats obtenus par les élèves de la Communauté française aux études internationales (PISA, TIMSS)¹, défendent même l'idée de son renforcement au travers d'un discours prônant 'la pédagogie de l'effort'.

L'école où on sélectionne dès le plus jeune âge reste le modèle de référence en Communauté française. Pourtant, les statistiques sont violentes. Plus de 30 % des élèves quittent l'enseignement obligatoire sans aucune qualification, la différence entre les plus 'forts' et les plus 'faibles' aux

épreuves internationales PISA est la plus élevée de l'ensemble des pays qui y ont participé. Notre enseignement est sélectif et s'oppose, d'une certaine manière, aux principes fondateurs de tout acte d'apprentissage: le principe 'd'éducabilité' et le principe de 'désir'.

Apprendre dans le contexte actuel est pour une trop grande part des élèves d'aujourd'hui lié directement à la réussite. J'apprends pour réussir et mon désir d'apprendre se transforme dès le plus jeune âge en la nécessité d'obtenir de bons résultats. Très vite, l'enfant intègre le langage des grands qui très souvent ne lui demandent pas lorsqu'il rentre de l'école ce qu'il a appris, mais s'intéressent aux résultats du dernier contrôle. La pédagogie du bulletin est centrale et détourne l'élève, dès le plus jeune âge, des enjeux essentiels de l'école, c'est-à-dire de l'apprendre.

L'école de la sélection est bien là, avec ses évaluations discriminantes, ses examens de fin d'année précédés de la fameuse semaine de révisions mises en place dans un esprit de bachotage, ses redoublements intensifs. Dans ce contexte, les élèves sont mis sous pression par les enseignants et les parents; ils se construisent très vite une image du métier d'élève centrée sur la nécessité de réussir. Tout ceci entraîne des conséquences dommageables sur leur apprentissage et, pour survivre dans ce système, ils sont amenés, dans de trop nombreux cas, à construire des stratégies d'évitement, à faire semblant d'apprendre.

Vers une école de la réussite ?

De nombreux travaux en pédagogie s'accordent pourtant à dire que l'apprentissage



nécessite un climat serein et de confiance, où les erreurs des élèves ne sont pas automatiquement sanctionnées mais constituent un matériau central des séquences didactiques. Apprendre, c'est prendre des risques, s'est se plonger dans l'incertitude, c'est pouvoir accepter de ne pas comprendre.

Les réformes actuelles de l'enseignement, en s'inspirant, entre autres, des principes pédagogiques contemporains – donner du temps au temps dans les cycles, favoriser la différenciation, l'évaluation formative,... – s'inscrivent, du moins en partie, dans la perspective d'une école de la formation. L'important est de créer un climat centré autour du désir d'apprendre. Intégré par les élèves, ce désir les poussera, même si ce n'est pas tous les jours facile, à se rendre à l'école, à faire des efforts et in fine à réussir.

“Utopie”, diront les premiers. “Les ‘gourous’ pédagogiques ont encore frappé”, diront les seconds. “Regardez où ces grandes idées

nous conduisent”, proclameront les derniers. La tentation actuelle d’incriminer les réformes de l’école, bouc émissaire facile de l’ensemble de nos maux, pour justifier les difficultés des élèves est réelle mais totalement injustifiée. Pire, nous sommes face à un mensonge qui amène leurs auteurs à vanter l’école de nos parents. Ce mensonge repose sur l’occultation du fait que, dans de

J’étais à l’orphelinat chez les sœurs, c’était très strict. On en a bavé mais j’en parle toujours comme du bon vieux temps. Puis la direction a changé et le directeur qui remplaçait la mère supérieure n’avait pas le même avis qu’elle sur l’éducation, il était plus cool. Ah sur le moment j’ai trouvé ça super. Maintenant avec le recul je me pose la question !

Pour les cours, je travaillais quand j’en avais envie (je suis très têtue). En fait, j’ai toujours été le clown de la classe... encore maintenant. Parfois j’avais envie d’apprendre et là les profs ne me reconnaissaient pas.

Même au début du secondaire, c’était comme ça.

Puis j’ai décidé d’arrêter car je ne voyais pas l’utilité de faire plus, c’était comme ça. J’avais décidé de prendre ce que j’avais envie de prendre et le reste je le laissais...

très nombreux établissements, les réformes ne sont guère appliquées. Les cycles 5-8 ne sont pas légions. Les principes pédagogiques tels que formulés dans le décret ‘Missions’ sont peu mis en pratique. La politique du bulletin n’a pas changé. Le redoublement dans le cycle 5-8, alors qu’il est légalement interdit, reste courant. L’idée d’une année complémentaire qui permettrait aux élèves de rester une année de plus dans le cycle sans pour autant refaire la même chose n’a jamais dépassé le stade de la bonne intention.

Le manque de moyens financiers, la faiblesse de la formation initiale des enseignants, le manque de formations continues sont souvent présentées comme les causes du peu d’application des réformes. On ne peut pas le nier, mais se contenter de cette explication est totalement réducteur. Derrière cette difficulté de changement, se trouve l’ennemi surnois de toute innovation: la culture.

La culture ne suit pas...

Une culture est composée de l’ensemble des représentations des acteurs sociaux. Ces représentations se construisent au regard de l’expérience de chacun dans ses rapports aux autres. Toutefois, il est certain que le système scolaire, qui s’inscrit lui-même dans cette culture, donne une légitimité aux représentations des acteurs.

Or, le système scolaire en Communauté française est basé sur le principe d’une double liberté. Liberté pour les parents de choisir leurs écoles. Liberté pour toute personne de pouvoir organiser son école, qui sera subventionnée par la Communauté française si elle respecte un ensemble de conditions. La conséquence de cette double liberté est la



concurrence que se livrent les écoles pour attirer le plus d'élèves possible et les stratégies discriminantes que certaines d'entre elles mettent en place pour sélectionner les meilleurs élèves². Tant que ce principe de liberté ne sera pas remis en question, on ne combattra pas la culture de la sélection.

Tout le monde s'accorde à dire que la société est en pleine mutation. Face à une économie où la main-d'œuvre non qualifiée n'a plus sa place, l'école doit s'adapter. Fini, les cohortes d'élèves qui quittaient l'école à 14 ans pour accéder à des emplois qui réclamaient une très faible qualification. Tous doivent maintenant rester à l'école et apprendre. La massification de l'école est une nouvelle réalité qui doit également se gérer dans une nouvelle culture. Les changements radicaux sont urgents si on ne veut pas courir le risque de continuer à écarter bon nombre de futurs citoyens de la construction de la société d'aujourd'hui et de demain.

Les incitations au non redoublement, à la pédagogie différenciée ne marcheront pas tant que les fondements du système seront

organisés autour du seul et unique principe de la réussite. L'imposition radicale d'un nouveau système scolaire devra conduire à une réflexion, à un débat en profondeur sur les objectifs d'une école inscrite dans une culture défendant le principe d'éducabilité et le désir d'apprendre. Sans ce changement, l'ensemble des réformes, aussi généreuses soient-elles, ne seront pas appliquées. Pire, elles seront rejetées au nom de leur inefficacité dans la culture ambiante.

Ce changement impliquera aussi un investissement financier et pédagogique au niveau de l'école. D'autres pays, comme ceux du Nord de l'Europe l'ont compris et arrivent à proposer un système scolaire sans redoublement tout en étant plus efficace et plus équitable. Pourquoi pas nous ?

Vincent CARETTE

Service des Sciences de l'Éducation – ULB

¹ Voir notes 4 et 5 de la page 21.

² Voir à ce propos l'article qui suit: **Le libre choix et les processus de relégation dans un système scolaire inégalitaire.**